

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 26 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26 février 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOC ETUDES EQUIP MODERNISATION INDUSTRIE - SEEMI

20 RUE DE L'ANGOUMOIS
PARC D'ACTIVITE EURATLANTIC
16730 Fleac

Références : 2026_277_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0100308915

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 février 2026 dans l'établissement SEEMI implanté 20 rue de l'Angoumois – Parc d'activité Euratlantic 16730 Fléac. L'inspection a été annoncée le 23 février 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale OCP Produits chimiques. Cette inspection portait sur cinq points de contrôle, orientés sur l'état des stocks et la vérification de la conformité des produits stockés, de leur date de péremption et de l'intégrité des emballages, les modalités de stockage et le contrôle des conditions de stockage, notamment la rétention, l'utilisation des cunettes de sécurité, la ventilation et la séparation des produits incompatibles, la prévention des risques liés aux fiches de données de sécurité (FDS).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC ETUDES EQUIP MODERNISATION INDUSTRIE - SEEMI
- 20 rue de l'Angoumois – Parc d'activité Euratlantic 16730 Fléac
- Code AIOT : 0100308915
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise est spécialisée dans l'étude, la conception, la fabrication et la commercialisation de systèmes de manutention et de palettisation (de type convoyeurs...) destinés aux industries de cartonnerie. Elle compte une clientèle internationale et exporte ses solutions dans de nombreux pays.

L'entreprise est structurée autour de deux unités situées en Charente, à La Couronne et à Fléac. Forte de plus de 60 ans d'existence, elle s'est imposée comme un acteur majeur du secteur et figure parmi les cinq plus grandes entreprises mondiales concurrentes dans son domaine.

L'établissement emploie près de 80 personnes en général mais au vu de la baisse d'activité depuis quelques mois, l'effectif a été réduit à une cinquantaine de personnes temporairement (chômage partiel).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.9	Demande d'action corrective	4 mois
4	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	État des stocks	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site a permis de constater que le bâtiment et les sols, récents et en bon état, sont globalement conformes. Toutefois, plusieurs points de non-conformité ont été relevés :

- Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits stockés (peintures, solvants, poudres, sels de soude) n'étaient pas disponibles sur le site, ce qui empêche une consultation immédiate en cas d'incident surtout pour les services de secours.
- Le local de stockage des produits dangereux (peintures liquides, peintures poudres, solvants divers...) ne dispose pas de dispositifs de rétention adaptés, exposant le site à des risques de déversements, de pollution et de danger pour le personnel.
- Certains produits, notamment les solvants, ne sont pas entreposés sur des bacs ou cuvettes adaptés, y compris la cuve de dégraissage (relevant à elle seule du régime DC au titre de la rubrique 2565) dont les justificatifs n'ont pas été transmis ;
- L'état des stocks n'a pas été présenté sur place, mais les informations sont disponibles sur un autre site de l'entreprise.

Le site présente une organisation partiellement conforme, avec des installations en bon état, mais l'absence de FDS accessibles et de rétentions adaptées constitue des risques importants nécessitant des actions correctives immédiates.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31 :</u> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. <u>Article 35 :</u> Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter, lors de l'inspection, les fiches de données de sécurité (FDS) des produits entreposés dans le local de stockage des produits dangereux (peintures, poudres de peinture, solvants, sels de soude, etc.). Il a indiqué que ces documents sont disponibles sur un autre site de l'entreprise, situé sur la commune de La Couronne. Cette organisation ne permet pas de garantir l'accessibilité immédiate des FDS sur le site d'exploitation, notamment en cas d'incident, d'intervention des services de secours ou d'exposition accidentelle d'un salarié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé que les fiches de données de sécurité doivent être tenues à disposition sur le site d'utilisation et de stockage des produits concernés, afin de permettre la mise en œuvre rapide des mesures adaptées en matière de prévention des risques, de protection des travailleurs et de gestion d'un éventuel sinistre et à disposition du SDIS. L'exploitant devra veiller à ce que l'ensemble des FDS des produits présents sur le site soit disponible sur place, sous format papier ou numérique facilement accessible, et régulièrement mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats :

<p>En l'espèce, ce point de contrôle n'a pas pu être vérifié lors de l'inspection, en raison de l'absence de FDS disponibles sur le site. En l'absence de ces documents, il n'est pas possible de s'assurer que les risques liés aux produits dangereux utilisés et stockés sont correctement identifiés ni que les mesures de prévention et de protection adaptées sont effectivement mises en œuvre.</p> <p>Cette situation constitue une non-conformité. L'exploitant devra rendre disponibles sur le site l'ensemble des FDS des produits concernés afin de permettre la vérification du respect de ses obligations en matière de maîtrise des risques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cette situation constitue une non-conformité. L'exploitant devra rendre disponibles sur le site l'ensemble des FDS des produits concernés afin de permettre la vérification du respect de ses obligations en matière de maîtrise des risques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Rétention des aires et locaux de travail

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.9</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Équipements de rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément à l'article 5.7 et au titre 7.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bâtiment ne présente pas de dégradation apparente. Les sols sont récents, du fait de la construction du bâtiment en 2023, et apparaissent en bon état général au moment de l'inspection. En revanche, le local de stockage des produits dangereux (peintures, poudres de peinture, solvants, sels de soude, etc.) ne dispose pas de capacités de rétention adaptées en cas de déversement accidentel. Le local n'est pas aménagé de manière à assurer une rétention étanche (absence de bac de rétention, de cuvette ou de dispositif équivalent), alors même que les volumes de produits entreposés sont significatifs. Cette configuration est susceptible d'entraîner un écoulement des produits vers les sols, voire vers le réseau d'eaux pluviales, le réseau d'assainissement ou directement vers l'extérieur via la porte battante, en cas de fuite, de rupture ou de renversement d'un contenant.</p> <p>Une telle situation pourrait être à l'origine d'une pollution accidentelle des sols et des eaux, ainsi que d'un risque pour la sécurité des personnes et de l'environnement. L'absence de dispositif de rétention et de seuil ou obstacle en partie basse de la porte ne permet pas de confiner un éventuel déversement à l'intérieur du local.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant de mettre en œuvre des aménagements adaptés (rétention dimensionnée, relevé de seuil, ou tout dispositif équivalent) afin de garantir le confinement des produits stockés dans le local associé en cas d'incident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.10
Thème(s) : Produits chimiques, Cuvette de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal, soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres, si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Elle est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que certains produits, notamment des bidons de solvants entreposés dans le bâtiment de dégraissage, n'étaient pas disposés sur des cuvettes ou bacs de rétention adaptés. Cette situation est susceptible d'entraîner un écoulement accidentel en cas de fuite ou de renversement d'un contenant.</p> <p>La cuve contenant les produits de dégraissage doit être équipée d'une double paroi ou être installée sur une rétention présentant une capacité au moins égale à 100 % de son volume. La cuve n'est pas associée à une rétention et l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que celle-ci est dotée d'une double enveloppe.</p> <p>La récupération des effluents liquides issus du lavage de pièces ayant subi des opérations de dégraissage... ; ceux-ci sont collectés puis transférés vers une cuve extérieure dédiée.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra s'assurer que la cuve extérieure dispose d'un dispositif d'étanchéité et de rétention adapté, dimensionné en fonction du volume stocké et de la nature des produits concernés.</p> <p>Enfin, l'exploitant justifie de la présence d'une double enveloppe pour la cuve de 1490 l de dégraissant (ainsi que de la présence d'un système de détection de fuite dont il s'approprie le bon fonctionnement). À défaut, l'exploitant met en place une rétention spécifique pour cette cuve devant avoir une capacité de 1490 l également.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.5
Thème(s) : Produits chimiques, Registre entrée/sortie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'était pas en mesure de transmettre l'état des stocks des produits du site. Ces informations sont toutefois disponibles et peuvent être consultées directement sur le site de La Couronne pour obtenir les données actualisées.</p> <p>Toutefois, il convient de noter que sur la porte d'entrée du local produits chimiques du site, des quantités de produits sont indiquées par typologie mais rien ne garantit que cet état des stocks visuel soit mis à jour régulièrement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à disposer de l'état des stocks sur place à tout moment. Il transmettra à l'Inspection des installations classées un état des stocks complet et détaillé, incluant les quantités, les références des produits, ainsi que toute information nécessaire pour garantir la traçabilité et le suivi réglementaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois